

## Des Canadiens exigent la suppression du recours à l'armement nucléaire par l'OTAN

Nous sommes des Canadiens engagés dans la recherche sur l'incidence des armes nucléaires sur la sécurité, la santé et l'environnement, mais aussi de leurs implications sur la diplomatie et la loi internationale. Nous rejetons les politiques qui prétendent pour des raisons de sécurité recourir à la menace d'utilisation des armes nucléaires.

Nous sommes inquiets du fait que le Canada continue d'appuyer les politiques de l'OTAN qui permettent non seulement les menaces mais encore l'utilisation possible d'armes nucléaires. Ces politiques font fi des conséquences catastrophiques sur l'humanité, l'environnement et l'économie résultant de l'utilisation d'une seule arme nucléaire, si petite soit-elle. Rappelons que le pouvoir dévastateur d'une charge nucléaire moyenne équivaut à 20 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima<sup>1</sup>.

De telles politiques bafouent l'état du droit qui prévaut sur les armes nucléaires, tel qu'édicté par la Cour internationale de Justice en 1996. Cette déclaration confirme que, en pratique, l'utilisation et la menace d'utilisation d'armes nucléaires sont illégales. L'avis consultatif conclut unanimement que « il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international sévère et efficace. » <sup>2</sup>

Nous sommes de fervents partisans de l'obligation, en vertu du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'éliminer les armes nucléaires selon les 13 étapes pratiques approuvées en l'an 2000. Même si le Canada a conservé son siège à l'OTAN depuis cet avis qui date de plus de 10 ans, rien ne nous laisse croire que le Canada ait connu quelque succès dans le désarmement nucléaire, ni même dans la direction d'une fin à la dépendance des armes nucléaires par l'OTAN.

Car les politiques actuelles de l'OTAN comprennent :

- le maintien d'armes nucléaires pour une période indéterminée<sup>3</sup>
- la possibilité d'une première frappe par des armes nucléaires<sup>4</sup>
- le déploiement d'armes nucléaires et des plans pour leur utilisation par des états non dotés d'armes nucléaires (« partage nucléaire »)<sup>5</sup>

- une planification continue d'utilisation d'armes nucléaires<sup>6</sup>.

Les politiques actuelles de l'OTAN sont donc en parfaite contradiction avec les engagements des pays membres de l'OTAN dans le programme du TNP.

Nous sommes également préoccupés par les politiques américaines actuelles concernant les armes nucléaires et leurs conséquences à l'OTAN. Car la politique américaine prévoit actuellement :

- le maintien d'armes nucléaires à de hauts niveaux d'alerte<sup>7</sup>
- le développement de nouvelles armes nucléaires<sup>8</sup>
- l'utilisation d'armes nucléaires contre toute attaque chimique ou biologique<sup>9</sup>
- l'utilisation d'armes nucléaires contre certains états reconnus comme non dotés d'armes nucléaires<sup>10</sup>

Exécuter ou même planifier le déclenchement d'armes nucléaires rend les responsables, y compris les membres de gouvernements impliqués, passibles de poursuites pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Nous faisons donc appel au Gouvernement du Canada pour qu'il incite tous les pays de l'OTAN à faire une révision de la doctrine stratégique de l'OTAN. Nous demandons spécifiquement :

- 1) le développement, par les états dotés d'armes nucléaires (EDAN) membres de l'OTAN, de plans concrets –avec un calendrier précis -- pour mettre en application leur engagement dans le désarmement nucléaire, tel que demandé le 26 novembre 2006, par l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan;
- 2) la cessation immédiate, dans la planification de tous les états membres de l'OTAN, de la menace ou du recours aux armes nucléaires, afin de respecter les lois humanitaires internationales;
- 3) une action unilatérale par l'OTAN pour retirer et démanteler toutes les armes nucléaires affectées à l'OTAN en Europe;
- 4) des discussions sur la viabilité de la création d'une zone libre d'arme nucléaire en Europe.

Une déclaration de l'OTAN à l'effet que tous leurs états membres renonceraient aux armes nucléaires pour leur soi-disant politique de sécurité, constituerait un pas en avant très important. L'OTAN ne servirait plus de

modèle pour ceux qui veulent acquérir des armes nucléaires. Le démantèlement des armes nucléaires de l'OTAN servirait aussi à réduire le nombre de cibles pour les terroristes. Ce serait enfin une preuve que les membres de l'OTAN font montre de « bonne foi » dans le respect de leur obligation de désarmement en vertu du TNP.

**Cette déclaration a été endossée par les organismes et personnes individuelles suivants**

(L'affiliation n'est fournie qu'à titre indicatif seulement)

Organismes et noms divers

**Les Organismes**

Alliance of Concerned Jewish Canadians/ Alliance de Canadien/nes juif/ves concerné/es

Les Artistes pour la Paix\*

Canadian Federation of University Women

Svetlana S. MacDonald, Clerk, on behalf of Canadian Friends Service Committee (Quakers)

Ray Morris, on behalf of Kairos Committee, Salmon Arm

Physicians for Global Survival

Project Ploughshares

Project Ploughshares Calgary

Project Ploughshares Fredericton

Religions for Peace Canada

Science for Peace

Veterans Against Nuclear Arms (Saskatchewan)

Audrey Tobias on behalf of Veterans Against Nuclear Arms, ON-QUE Region

Voice of Women for Peace (Ontario)

World Federalist Movement - Canada

\* Les Artistes pour la Paix tiennent à signaler qu'ils ont demandé au gouvernement canadien de retirer le Canada de l'OTAN.

**Individues**

Paul Armstrong, Calgary

Bob Anderson, Lethbridge, Alberta, Member of the Lethbridge Peace Network

Paul Anderson, Calgary

Dr. Mary-Wynne Ashford, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, Victoria, BC

Dr. Rosalie Bertell, Member, Canadian Pugwash Group, Retired President of the

International Institute of Concern for Public Health, Toronto, Canada; Member of the Board of Regents, International Physicians for Humanitarian Medicine, Member of the International Oversight Board, Organic Consumers Association  
Jean Bishop, Ottawa  
Jordan Bishop, Ottawa  
Dr. Adele Buckley, Chairperson, Canadian Pugwash Group, Former Vice President of Technology and Research, Ontario Centre for Environmental Technology Advancement  
Dr. Barbara Birkett, Past President, Physicians for Global Survival.  
Grant Birks, Program Associate, Project Ploughshares, Waterloo, ON  
Patrick Brown, Nelson BC  
Dr. John and Betsy Bury, Saskatoon, Saskatchewan  
Ann and John Buttrick, Gabriola Island, British Columbia  
Joyce Buzath, Calgary  
Judy Coates, Fredericton  
Robin Collins, Ottawa  
Douglas Cormack, retired medical physicist, Tom Baker Cancer Centre, Calgary  
Joan Corner  
Phyllis Creighton, Member, CNANW, representing Science for Peace  
Libby Davies, MP, Vancouver East, NDP House Leader  
Beverley J. T. DeLong, Chairperson, Canadian Network to Abolish Nuclear Weapons and President, Lawyers for Social Responsibility  
Dale Dewar, BSc, MD, CFPC, FCFP, Wynyard, SK, President, Physicians for Global Survival.  
Susan Grace Draper, Regional Representative  
KAIROS BC-Yukon  
Lorna Drew, Fredericton  
Joseph H. and Lorna Diggle, Rimbey, AB  
Kitty Dunn, Calgary  
Dr. Norman Epstein, Professor, Chemical and Biological Engineering, UBC  
Courtney Faber, Calgary  
Shirley Farlinger, Toronto, Member, Science for Peace  
Mary-Ellen Francoeur, President, Religions for Peace Canada.  
Peggy Frank, Victoria, BC  
Nolan Gingrich  
Louise Guy, Calgary  
David Hagel, Chair, Salmon Arm Chapter, Council of Canadians  
Paulette Hagel  
Ken McLeod and Heather McLeod  
M. Elaine Harvey, Canadian Unitarian Council Peace Monitoring Group  
Sally Hodges, Co-Chairperson Project Ploughshares Calgary  
Dr. Sandra Hoenle, Dept. Of German, Slavic and East Asian Languages, University of Calgary, AB.  
Julie Hrdlicka, Calgary

Robert Hunger, Fredericton  
Pauline Hunt, Ladysmith, BC  
Moirra Hutchinson, Chair, Project Ploughshares Board  
Janet Hudgins, Vancouver  
Dr. Bill Janzen, Director, Ottawa office, Mennonite Central Committee Canada  
Diane Janzen, Calgary, AB  
Pierre Jasmin, président des Artistes pour la Paix et professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal  
Art Jaszczyk, Toronto, Member Science for Peace  
Joan Johnston  
Harold Jones, Ottawa  
Loris Jordan, Ottawa  
Marion Jorgensen, Calgary  
Larry Kennard, Co-Chairperson, Project Ploughshares Calgary  
Ash Khan MSc. P.Eng, Calgary, AB  
Kim Kroeber, Lawyer, Assistant to Sen. Romeo Dallaire  
Phyllis Lipsett, Fredericton  
Keith & Janet Loewen  
Prof. Lee Lorch, Mathematics & Statistics, York University, Toronto, Ont.  
Joanna Low, Calgary  
Sue MacKay- Smith  
Kim MacMillan  
Rev. Dan MacQuarrie, Salmon Arm, BC  
Aldo Marchese and Laverna Marchese., Calgary  
Norna McCord, Ottawa  
Alexa McDonough, MP/ Députée Halifax, Foreign Affairs and International Development Critic;  
porte-parole pour les affaires étrangères et le développement international  
Ken McLeod and Heather McLeod  
Anne & Jim McCullum, Vancouver, BC  
Rev. F. Mark Mealing, Ph.D., Kaslo, BC  
Yvonne Mersereau, Fredericton  
Ron and Victoria Michkofsky, Calgary  
Melanie Mobbs, Salmo, BC  
Ray Morris, Co-Chairperson, Salmon Arm Kairos Group, Salmon Arm, BC  
Anne Morris, Member, Salmon Arm Kairos Committee, Salmon Arm, BC  
Linda Murphy, Saskatoon  
Jean Ann Murray, Calgary  
Larry Negrave, Calgary  
Helen Negrave, Calgary  
James Nelson, Nanaimo, BC  
Rev. Lowell Nussey, Pastor, Evangelical Lutheran Church in Canada  
Melonie Old, Calgary

Gloria G. Paul, Fredericton  
Dale Perkins, Victoria, B.C.  
Marion M. Perrin, Member, Voice of Women and Lawyers for Social Responsibility  
Tracey Pickup, Coordinator, Project Ploughshares Calgary  
Tim Quigley, Professor of Law, University of Saskatchewan  
Colin Read, Chair, Canadian Unitarian Council Peace Monitoring Group  
Mavourneen Reddecliff, Co-Chairperson, Salmon Arm Kairos Committee  
Ernie Regehr, O.C., Senior Policy Advisor, Project Ploughshares, Waterloo, ON  
Nancy Regehr, Associate Executive Director, Project Ploughshares, Waterloo, ON  
Helene Reilly, St. Catharines, ON  
Carolyn Reynolds, Rossland, BC  
Sheila Rogers - Chairperson, Lethbridge Network for Peace  
Mark L. Sandilands, Ph.D. Professor Emeritus, University of Lethbridge  
Dr. Joanna Santa Barbara, MB. BS, O.Ont., Past President Physicians for Global  
Survival, Centre for Peace Studies, McMaster University  
Yvonne Schmitz  
Ben-Z. Shek, University of Toronto, Member, Science for Peace  
John Siebert, Executive Director, Project Ploughshares, Waterloo, ON  
Jennifer Allen Simons, Ph.D., LL.D., President, The Simons Foundation  
Dr. Erika Simpson, Associate Professor, Dept of Political Science, University of Western  
Ontario  
Dr. Michael Wallace, Professor, University of British Columbia, Executive Member,  
Canadian Pugwash Group and Senior Advisor, Rideau Institute on International  
Relations  
Fergus Watt, World Federalist Movement - Canada  
Robert and Audrey Wild, Salt Spring Island, BC  
Bert Slater, North Saanich, B.C.  
Al Slavin, Department of Physics, Trent University, Member of Canadian Pugwash  
Group, Project Ploughshares and Science for Peace  
Metta Spencer, Toronto, Editor, Peace Magazine, and Member of Science for Peace  
George Steber, Calgary  
Trudi Steber, Calgary  
Sue Stroud, Brentwood Bay, BC  
Larry Tallman  
Jamie Taylor, Program Manager for the Consortium for  
Peace Studies at the University of Calgary, and Parhad Programmes  
Murray Thomson, O.C., Member, Canadian Pugwash Group  
Pamela Thomson, Calgary  
Jean Tollefson, Honourary Member, Canadian Pugwash Group, & Exec. Mbr.,  
Ploughshares Calgary  
Dr. Eric Tollefson, Professor Emeritus, University of Calgary and Honourary Member,  
Canadian Pugwash Group  
Norma Turner, Calgary

Louise Vandelac, Ph.D., Professeure titulaire, Département de sociologie, Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal

Jessica West, Program Associate, Project Ploughshares, Waterloo, ON

Heather Wheat, Ottawa

Audrey and Robert Wild, KAIROS group, Salt Spring Island, BC

Patricia Willis, Pacific Campaign for Disarmament & Security, Denman Island, B.C.

Joy Woolfrey, Member, Canadian Pugwash Group, Halifax, N.S.

David Wright, QC, Barrister and Solicitor (Retired), Nanaimo, BC

George Wright, Ottawa

Ida Wyllie, Calgary

R.H. Young, Fredericton

Marie Young, Fredericton

Dawn Black, MP, New Westminster-Coquitlam,

NDP Critic for Defence and Peace Advocacy

## NOTES DE BAS DE PAGE:

1. "NUCLEAR WAR: Consequences of Regional-Scale Nuclear Conflicts", Owen B. Toon, Alan Robock, Richard P. Turco, Charles Bardeen, Luke Oman, Georgiy L. Stenchikov, *Science* 2 Mars 2007: Vol. 315. no. 5816, pp. 1224 - 1225

2. Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice du 8 juillet 1996 sur l'illégalité de l'utilisation des armes nucléaires à:  
<http://www.icjci.org/docket/index.php?p1=3&p2=4&k=e1&case=95&code=unan&p3=4>

3. Les documents de stratégies de l'OTAN démontrent la dépendance continue de ces états envers armes nucléaires plutôt que leur respect des exigences légales de négocier l'élimination des armes nucléaires. Plus précisément, le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni à Washington, DC les 23 et 24 avril 1999 et le concept stratégique de l'Alliance en résultant a approuvé ce qui suit :

62. *L'objectif fondamental des forces nucléaires des Alliés est politique : préserver la paix et prévenir la coercition ainsi que toute forme de guerre. Elles continueront à jouer un rôle essentiel en maintenant tout agresseur dans le doute quant à la façon dont les Alliés riposteraient en cas d'agression militaire. Elles démontrent qu'une agression, quelle qu'en soit la forme, n'est pas une option rationnelle. La garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis; les forces nucléaires indépendantes du Royaume-Uni et*

---

*de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés. (le soulignement a été inséré)*

Un tel maintien est une violation évidente de l'entente établie dans les "13 étapes pratiques" convenue dans le Rapport final de la conférence d'examen 2000 du TNP et de l'Art. VI du Traité de non prolifération (TNP), selon lequel tous les états sont obligés de négocier une entente pour l'élimination des armes nucléaires. Au cours des 10 dernières années, l'OTAN n'a pas réduit son arsenal.

4. L'Article 51 de la Charte des Nations Unies permet une réaction d'auto défense seulement en réaction à une attaque armée. Une première frappe nucléaire constituerait une violation à l'interdiction légale de réactions disproportionnées dans la conduite de la guerre.

5. Le "partage nucléaire" est une violation des articles I et II du TNP.

6. Malgré la clarté des exigences légales de négocier une entente pour l'élimination des armes nucléaires, le COMITÉ DES PLANS DE DÉFENSE ET DU GROUPE DE PLANIFICATION NUCLÉAIRE de l'OTAN s'est réuni à Bruxelles et a émis un rapport final le 8 juin 2006 (communiqué de presse 2006 063)

*6. À notre réunion en tant que Groupe de planification nucléaire, nous avons examiné la situation des forces nucléaires de l'OTAN, ainsi que d'autres questions et activités connexes. Nous avons réaffirmé que l'objectif fondamental des forces nucléaires des Alliés est de nature politique : il s'agit de préserver la paix et de prévenir la coercition ainsi que toute forme de guerre. Dans cet esprit, nous continuons d'accorder une grande valeur aux forces nucléaires basées en Europe et destinées à l'OTAN, qui constituent un lien politique et militaire essentiel entre les membres européens et nord américains de l'Alliance. Nous avons rappelé que les forces nucléaires de l'OTAN sont maintenues au niveau minimal suffisant pour préserver la paix et la stabilité. Nous avons pris note avec satisfaction de la contribution que les forces nucléaires indépendantes du Royaume Uni continuent d'apporter à la dissuasion ainsi qu'à la sécurité globale des Alliés, et nous avons réaffirmé la valeur de cette capacité. Les dangers inhérents au risque croissant de prolifération nucléaire confirment l'importance que revêt le maintien par l'OTAN d'un dispositif de dissuasion crédible et flexible.*



---

7. *À cet égard, nous notons que la dissuasion et la défense, au même titre que la maîtrise des armements et la non prolifération, continueront de jouer un rôle majeur dans la réalisation des objectifs de sécurité de l'Alliance. Nous avons réaffirmé notre attachement sans réserve au Traité sur la non prolifération des armes nucléaires, pierre angulaire des efforts menés dans ce domaine à l'échelle mondiale et fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire. Dans ce contexte, nous avons exprimé notre profonde préoccupation quant aux conséquences que pourraient avoir, pour la sécurité et la stabilité, les cas de non respect du Traité. Nous appelons de nouveau tous les pays à respecter leurs engagements en la matière.*

Une telle planification est en violation de l'obligation entérinée dans l'étape 9 des « 13 étapes pratiques », laquelle stipule que les états ont accepté de prendre des mesures pour « la diminution du rôle des armes nucléaires au sein des politiques de sécurité... »

7. Cela constitue une violation de l'entente de 2000 sur les 13 étapes pratiques qui « réduiront la situation opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires »

8. Une telle planification est en violation de l'Art. VI sur l'obligation de désarmement en vertu du TNP.

9. Une telle planification est en violation des exigences légales qui stipulent qu'une réaction militaire doit être proportionnée.

10. Une telle utilisation enfreint les « garanties négatives » de sécurité offertes par les états dotés d'armes nucléaires pour prolonger le TNP en 1995. Ces menaces alimentent le désir des états non dotés d'armes nucléaires de se procurer ces armes. Vous pouvez retrouver la résolution 984 du Conseil de sécurité des Nations Unies au

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N95/106/06/PDF/N9510606.pdf?OpenElement>